



15 JUILLET 2024

EUROPE INFO HEBDO



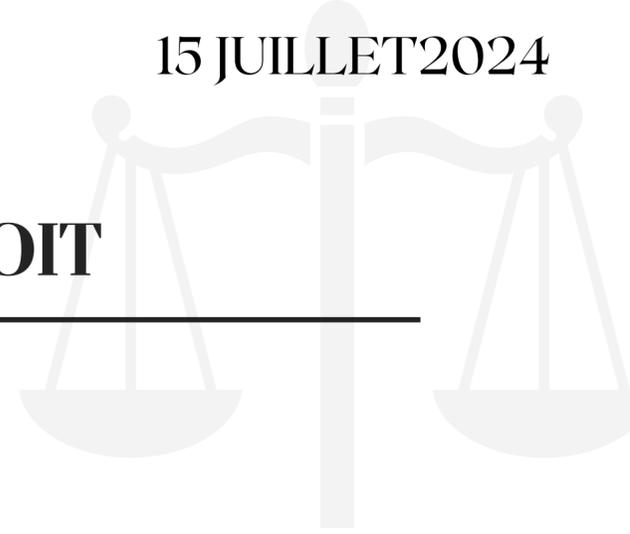
EXTRÊME DROITE, TRAVAILLISTES ET PANNEAUX SOLAIRES.

Bonne lecture!

Elise BERNARD,
Etienne BONNERUE,
Iris HERBELOT,
Edouard GAUDOT.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



PARLEMENT EUROPÉEN, GROUPES, 50 SHADES OF BROWN

Contrairement à ce que nous écrivions la semaine dernière, il n'y aura pas 7 mais bien 8 groupes au Parlement européen. In extremis, un 3e groupe d'extrême droite a réussi à se constituer en fin de semaine, en particulier grâce au renfort de la seule élue "Reconquête" restant fidèle à sa formation. Fondé principalement sur le noyau dur de l'AfD, l'extrême droite allemande récemment exclue par ses partenaires français en quête de respectabilité (cf. EIH 27/5/24), et sur un partenaire polonais très virulent (Konfederacja), le groupe "Europe des nations souveraines" est fragile, car il accueille plusieurs délégations constituées d'un seul représentant.

- Il est en outre arrivé trop tard, et trop faible, pour participer à la distribution des postes à responsabilité du PE.
 - Il aurait été certainement exclu par le jeu du cordon sanitaire qui refuse de distribuer des présidences aux groupes d'extrême droite, comme le nouveau "Patriotes pour l'Europe" récemment formé sur les dépouilles de "Identité et Démocratie" (cf. EIH 7/7/24).
- Sans cohérence propre et avec des rancœurs interpersonnelles réelles entre groupes, l'extrême droite et la droite radicale au Parlement européen ne parviennent pas à s'unir pour former la grande force patriotique et souverainiste qui pourrait disputer la 2e place aux sociaux-démocrates. FranceTV en détaille les caractéristiques.
 - Toutefois, un groupe représente des moyens, du personnel et surtout une voix au chapitre et du temps de parole.
 - Cela signifie pour de moyens pour le RN, dont plusieurs de ses membres et anciens membres seront jugés le 30 septembre 2024 pour détournement de fonds européens.
 - Aussi même si cette division freine le poids institutionnel de la droite radicale et extrême sur les décisions et le processus législatif, son influence sur le débat européen peut sortir renforcée de cette tripartition...
 - Le groupe Patriotes devient, avec 84 eurodéputés de 12 nationalités différentes, la troisième force politique du Parlement européen, derrière les PPE et les socio-démocrates.
 - C'est Jordan Bardella qui en a pris la présidence, une partie de la presse le présente d'ailleurs comme une consolation permise par V. Orban après son échec à devenir Premier ministre en France.
 - La question se pose de savoir si cette posture généreuse sera maintenue quand V. Orban aura terminé de jouer "au président de l'Europe".
 - Le ralliement du RN aux Patriotes de Viktor Orban confirme sa position pro-Poutine, en particulier.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT

ROYAUME-UNI, ELECTIONS, A BLAIRITE GENNY LEC?

Le 4 juillet 2024 on votait aussi au Royaume-Uni. Comme le rappelait avec humour John Oliver dans son talk-show satirique, c'était une élection aux enjeux de renouveau, après 14 ans de règne des Tories, un référendum pour sortir de l'UE, 4 ans de navigation à vue pour savoir ce que Brexit voulait bien dire, et une valse de Premier ministres dont la plus éphémère n'aura même pas eu la longévité d'une salade verte.

- Le parti travailliste de Keir Starmer a remporté une majorité absolue avec 411 sièges à la Chambre des Communs (sept de moins que la victoire écrasante de Tony Blair en 1997), une victoire qui ne doit rien au hasard selon The Guardian.
 - Elle est permise avec seulement un tiers du vote populaire.
 - Ceci est expliqué par le système électoral britannique (uninominal majoritaire à un tour, ou first-past-the-post) qui permet ainsi une représentation disproportionnée du vainqueur.
- Sir Keir Starmer est désormais Premier ministre non seulement parce que les Britanniques ont voté pour lui, mais aussi parce qu'ils ont rejeté Rishi Sunak et son gouvernement conservateur.
 - Mais plusieurs sondages publiés lors de la campagne électorale montrent que c'était bien là un choix par défaut, Starmer étant notoirement impopulaire auprès des Britanniques.
 - Une large partie ignore d'ailleurs quels principes il défend (57% des électeurs travaillistes interrogés reconnaissent n'en avoir qu'une vague idée).
 - Le parti conservateur ne s'en sort pas à mauvais compte. Les *Tories* seront le pilier de l'opposition, avec 121 sièges à Westminster.
 - Malgré des pertes de sièges importants, y compris de membres du Cabinet dans plusieurs circonscriptions, entre autres à cause de la dispersion des voix causées par le *Reform UK* de Nigel Farage lequel a en outre réussi à se faire élire.
 - Le danger d'une OPA hostile sur des *Tories* déconfits par la nouvelle formation de droite radicale est donc écarté, après avoir alimenté les spéculations. *Reform UK* arrive quatrième au niveau national.
- La victoire du parti travailliste s'est en outre faite au détriment du parti nationaliste écossais (SNP), qui après des mois de scandales et de changements à sa tête a perdu la confiance des électeurs écossais :
 - de 48 à 9 sièges, le parti devra travailler dur pour conserver sa part de députés à Holyrood lors de l'élection écossaise de 2026.
- La grande surprise de cette élection est en réalité le parti des libéraux-démocrates d'Ed Davey.
 - Avec 12% des voix, 72 sièges et leur meilleur score depuis longtemps, les *LibDems* s'imposent comme un parti d'alternative aux électeurs britanniques trouvant K. Starmer trop socialement conservateur et ceux mécontents de son soutien à Israël.
 - Autre fait intéressant, les *LibDems* sont le seul parti à haute visibilité au Royaume-Uni notoirement pro-UE et plaidant pour *a minima* une réintégration de la Grande-Bretagne dans le marché commun.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

ROYAUME-UNI,

YOU'RE *CLAP CLAP CLAP* OUT!

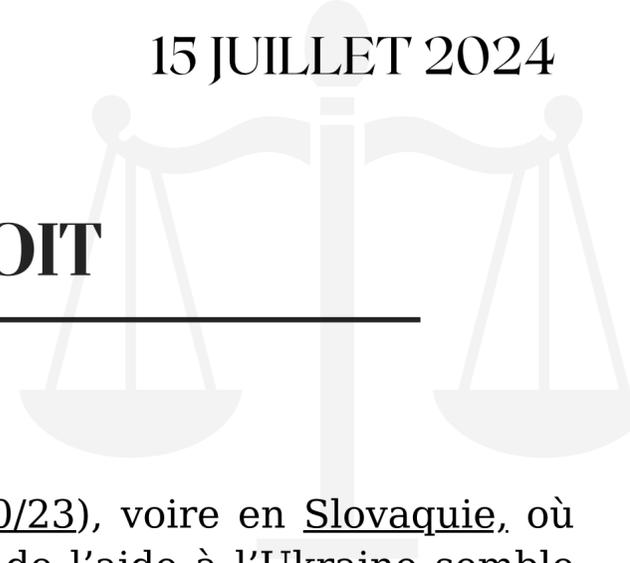
La victoire des travaillistes doit beaucoup à leur refus de réouvrir les blessures du Brexit. La sortie de l'UE est un échec indiscutable, pour le moment : selon le Bureau pour la responsabilité budgétaire britannique le Brexit a fait baisser de 4% la productivité britannique, et de 15% les importations et exportations entre l'UE et le Royaume-Uni. La fermeture des frontières britanniques au programme Erasmus et aux étudiants étrangers et la refonte de la politique d'immigration, y compris pour les travailleurs saisonniers, constituent un sujet de discussion prioritaire pour la reprise des négociations. Diplomatiquement, les prises de décisions unilatérales de Westminster et de Stormont (le gouvernement d'Irlande du Nord) concernant le protocole nord-irlandais (cf. EIH 6/3/23) ont suscité des tensions entre l'UE et le Royaume-Uni, et les litiges à répétition entre pêcheurs français et britanniques ont mis à mal la « bonne entente » entre Paris et Londres).

- Les travaillistes avaient promis d'aplanir les différends avec l'UE, et leur victoire ne devrait pas changer grand chose à court terme.
 - Soucieux cependant d'apaiser les mécontentements de la population sur les effets néfastes du Brexit sur l'économie, le nouveau Premier ministre britannique a annoncé, à l'occasion de sa tournée post-électorale en Irlande du Nord, qu'il pensait pouvoir renégocier les termes du Brexit à l'avantage du Royaume-Uni.
 - Parallèlement, le nouveau gouvernement britannique cherche à renouer avec l'Union européenne par le biais d'un large pacte de sécurité, en complément de l'OTAN, qui lie toujours le Royaume-Uni à ses anciens partenaires européens.
- Le nouveau ministre des Affaires étrangères, David Lammy, a d'ailleurs choisi l'Europe, et plus précisément l'Allemagne, la Pologne et la Suède, pour son premier déplacement officiel, les 6 et 7 juillet 2024.
 - « Il est temps de renouveler notre relation avec nos amis et alliés européens », a-t-il plaidé sur X le 6 juillet.
 - À cette fin, il a discuté avec ses trois homologues d'un projet de pacte de sécurité qui couvrirait aussi bien la défense que le climat, l'énergie, les pandémies ou encore les minerais critiques.
 - Ce pacte n'est pour le moment qu'une ébauche et, selon le Guardian, Londres souhaiterait qu'il ne soit pas juridiquement contraignant.
- Le ministre a par ailleurs rappelé que ce projet ne changeait en rien l'engagement de son gouvernement à ne pas rejoindre l'UE à moyen terme.
 - David Lammy a également échangé par téléphone avec le chef de la diplomatie européenne, Josep Borrell, et accepté son invitation à participer à une réunion du Conseil des Affaires étrangères en octobre, ce qu'avait refusé le précédent gouvernement, conservateur.
 - Un autre signe de la volonté affichée, de part et d'autre de la Manche, de renouer le dialogue.
 - Quoi qu'il en soit, le Premier Ministre Irlandais a traduit le sentiment de soulagement des 27 dans ce changement de garde à Londres: l'UE salue la nouvelle attitude constructive de son partenaire britannique.

Dans ce contexte UE UK renouvelé, se tiendra le 18 juillet 2024, à Woodstock, le 4e sommet de la Communauté politique européenne.



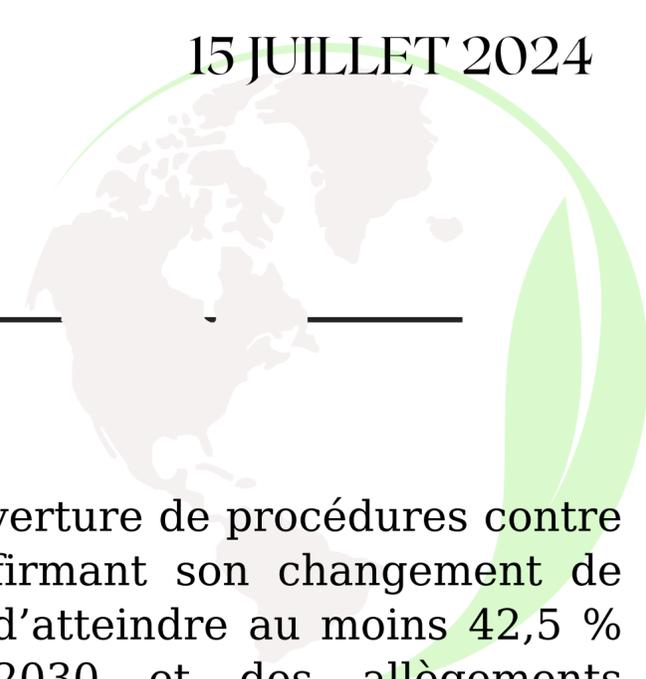
ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



EUROPE CENTRE-EST, RÉPUBLIQUE COSAQUE

Malgré quelques nouvelles encourageantes en Pologne (cf. [EIH 22/10/23](#)), voire en [Slovaquie](#), où par ailleurs l'opinion qui avait élu Fico (cf. [EIH 8/10/23](#)) sur le refus de l'aide à l'Ukraine semble avoir évolué encore, l'Europe centrale a été une source d'inquiétudes constantes sur l'état de la démocratie et de l'Etat de droit dans l'UE. Une certaine faiblesse des traditions démocratiques et les ingérences étrangères dans l'espace public sont des facteurs, mais ne suffisent pas à tout expliquer.

- Pour autant, une analyse au fond de deux professeurs de la LSE s'interroge : que peut-on apprendre à observer les jeux contraires de la démocratisation et de l'"autocratisation" dans la région ? Ils en tirent 4 leçons intéressantes :
 - Premièrement, l'héritage direct du passé pèse moins lourd qu'on ne le pense souvent.
 - La capacité des acteurs politiques à recadrer ces héritages, à se réinventer et à changer la donne est cruciale.
 - Deuxièmement, une définition figée des acteurs politiques comme étant, par essence, soit des gentils libéraux et pro-démocratiques, soit des méchants illibéraux, populistes et autocratiques, est trop superficielle pour comprendre la situation.
 - Troisièmement, en se concentrant fortement sur les partis, les élections et les institutions formelles, on risque de sous-estimer les origines et la force des tendances.
 - Enfin, et surtout, les chercheurs devraient à l'avenir éviter la tentation de "qualifier" prématurément l'histoire de la région, qu'il s'agisse d'une réussite démocratique ou d'une étude de cas d'échec autocratique rampant, et se concentrer plutôt sur les trajectoires changeantes et les sources inattendues de changement politique.
- Comme le rappelle la chercheuse [Nathalie de Kaniv pour la Fondation Robert Schuman](#), on peut, en Europe centrale et orientale, être Européen. En d'autres termes être libre, moderne et indépendant.
 - Le 24 février 2022 a dévoilé une frontière orientale de l'Europe, celle que l'Occident a ignoré pendant trop longtemps :
 - les territoires et les peuples soumis véritablement à la menace d'une agression de la Russie et ayant choisi le destin européen assorti d'un non-alignement avec l'immense voisin avide de restauration impériale.
 - Les jours suivant l'invasion ont mis en lumière une communauté de destin qui a inspiré ces peuples européens.
 - Si cette Europe semble avoir disparu avec les Accords de Yalta, elle a tenté de réémerger à Budapest en 1956, à Prague en 1968, a résisté avec le rock underground des années 1970, s'est illustrée avec la chaîne humaine de 600 km en 1989.
 - Si le *momentum* n'a pas été saisi par les anciens Etats membres de l'UE en 2005 avec la Révolution orange et en 2013 2014 avec l'euroMaïdan en Ukraine, 20 ans après le grand élargissement, la donne a changé.



CHINE

CHINE, TAX AND SUN

La Commission européenne avait annoncé en avril dernier l'ouverture de procédures contre deux consortiums dans le secteur de l'énergie solaire, confirmant son changement de braquet vis-à-vis de la Chine. L'UE s'est fixé comme objectif d'atteindre au moins 42,5 % d'énergies renouvelables dans sa consommation d'ici 2030 et des allègements réglementaires adoptés dans le cadre du Green Deal visent à renforcer la compétitivité des technologies vertes européennes face à la Chine.

- Toutefois, Le Figaro rapporte que le déploiement accéléré de panneaux photovoltaïques a renforcé la dépendance vis-à-vis de la Chine :
 - L'UE importe 97% de ses panneaux solaires et en majorité de Chine.
 - Les fabricants européens d'énergie solaire crient 'au secours', affirmant que les subventions chinoises tuent leur industrie.
 - Le Monde va même jusqu'à écrire que la Chine « a laminé les Occidentaux » sur les panneaux solaires et peut compter sur sa main mise sur l'ensemble de la chaîne de valeur.
- Alors que l'UE a annoncé, début juillet 2024, qu'elle allait imposer des droits de douane allant jusqu'à 37,6 % sur les importations de véhicules électriques fabriqués en Chine (cf. EIH 7/7/24 et 23/6/24), la Chine a riposté et a indiqué que les vins, produits laitiers et voitures européennes étaient dans son viseur (donc la France et l'Allemagne aux premiers chefs) et la bataille autour des panneaux solaires ne risque pas d'apaiser les tensions.
 - D'autant que les pays européens ne font pas front uni : ceux dont le complexe industriel est développé (Allemagne et Suède notamment, cf. EIH 21/4/24) se montrent plus cléments vis-à-vis d'un marché vital pour leurs exportations.